Cipango
Cahiers d'études japonaises

20 | 2013
Nouveaux regards sur les arts de la scène japonais I

Kuga Katsunan. L'homme et sa pensée

Masao Maruyama

Traducteur : Morvan Perroncel

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/cipango/1987
DOI : 10.4000/cipango.1987
ISSN : 2260-7706

Éditeur
INALCO

Édition imprimée
Date de publication : 30 octobre 2013
ISSN : 1164-5857

Référence électronique
Masao Maruyama, « Kuga Katsunan. L'homme et sa pensée », *Cipango* [En ligne], 20 | 2013, mis en ligne le 18 avril 2015, consulté le 30 juin 2021. URL : http://journals.openedition.org/cipango/1987 ; DOI : https://doi.org/10.4000/cipango.1987

Ce document a été généré automatiquement le 30 juin 2021.

Cipango est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Kuga Katsunan. L'homme et sa pensée

Masao Maruyama

Traduction : Morvan Perroncel

NOTE DE L'AUTEUR

Toutes les notes sont du traducteur.

Préambule

1 Les mots aussi ont leur destin. « Esprit japonais », « génie national » (*kokusui*), il y a peu de temps encore, ces mots et d'autres nous désignaient la source de toutes les valeurs. Pas une idée, pas un mouvement qui ne fût alors lancé sous ces bannières. On s'en légitimait, on en rivalisait. Les voici aujourd'hui synonymes d'ignorance, d'obscurantisme, de mégalomanie, objets d'un mépris et d'une ironie qui cherchent à les rejeter dans un lointain passé. C'est maintenant l'association de toute idéologie « Japon » avec l'idée de réaction féodaliste qui paraît aller de soi. Et pourtant, de même que le criminel le plus infâme a été un enfant innocent, de même la pensée et le mouvement nipponistes n'ont pas toujours été, loin de là, ce qu'on les a vus devenir au cours des dernières années, à ce stade où ils contribuèrent à réaliser la version japonaise du fascisme. Que l'on remonte de Taishō vers Meiji, et l'on découvrira quelque chose de remarquablement différent. Sain et progressiste fut le mouvement nipponiste de la troisième décennie de l'ère Meiji (1888-1897). Kuga Katsunan, dont je voudrais parler ici, était l'un de ses plus brillants représentants.

2 Miyake Setsurei, Tokutomi Sohō, Asahina Chisen, Ikebe Sanzan, Fukumoto Nichinan, Yamaji Aizan[1] : quoique Kuga soit à ranger avec ces héros du journalisme du milieu de l'ère Meiji, son nom est moins familier, parce qu'il est mort assez jeune et parce qu'il

passa sa vie comme sur une hauteur solitaire. Pour ceux qui ne le connaîtraient pas bien, il peut être utile de commencer par présenter brièvement sa carrière.

3 De son vrai nom Nakada Minoru, Katsunan naquit dans la province d'Aomori en l'an 4 de l'ère Ansei (1857) et prit le nom de Kuga pour donner une postérité à la maison d'un parent[2]. En 1874 (an 7 de l'ère Meiji), il commença des études à l'École normale de Sendai, mais quitta celle-ci dès 1876 pour monter à Tōkyō et entrer à l'École de droit du Ministère de la Justice, où il eut Hara Takashi[3] pour condisciple. Fukumoto Nichinan et Kokubu Seigai[4], qui devaient plus tard collaborer au journal *Nihon*, sont eux aussi des amis de cette époque. S'étant opposé aux sanctions prises contre les meneurs d'une rixe visant le personnel de sa pension, il fut renvoyé de l'École de droit en même temps que Hara, Fukumoto et Kokubu, si bien qu'il quitta également cette école avant terme. Déjà se manifeste un tempérament d'indomptable. En 1881, il devint fonctionnaire au bureau des Publications officielles, rebaptisé bureau du Journal officiel quatre ans plus tard[5]. Ce service était alors dirigé par Takahashi Kenzō[6], avec qui Katsunan se lia et qui devait l'aider plus tard dans le lancement de *Nihon*. Le mouvement d'opposition à la politique d'occidentalisation du cabinet Itō prenant une dimension nationale, notamment à propos de la révision des traités inégaux, Kuga démissionne en avril 1888, à l'âge de trente-trois ans. Il reprend le *Tōkyō denpō*, qui devient *Nihon* l'année suivante, dont il assure constamment l'éditorial jusqu'à ce que la maladie, en 1906, l'oblige à céder son journal à Itō Kinsuke[7]. Son style grave et majestueux fit plus d'une fois trembler le gouvernement des clans. Kuga décède en 1907, à l'âge de cinquante-et-un ans.

Le nipponisme de Kuga

4 C'est dans la série de ses « Réflexions sur les discours politiques contemporains[8] », publiée dans *Nihon* en juillet et août 1890, que Kuga a exprimé de la manière la plus concentrée ce qu'il entendait par « nipponisme » *(nihon shugi)*. Il s'agit aussi d'une des meilleures présentations de l'histoire des idées dans les premières années de l'ère Meiji, avec le second tome de l'*Histoire du nouveau Japon* de Takekoshi Yosaburō et l'*Essai sur l'histoire contemporaine de l'Église japonaise* de Yamaji Aizan[9]. Après une analyse des grands courants de pensée des deux premières décennies, Kuga y développe sa propre position, ce qu'il appelle « le parti de la nation ». Voici ce qu'il écrit au tout début :

> « Esprit national » : sitôt jeté, ce cri fut entendu comme un nouvel appel à fermer le pays ou expulser les barbares. Au passéisme borné de ceux qui fêtaient la renaissance d'idées d'un autre âge répondaient l'ignorance et la légèreté de ceux qui croyaient pouvoir moquer le retour de vieilles lunes. Nous qui prenions alors le parti de la nation[10], [...] nous ne déplorions pas tant le manque de jugement de ceux-ci que l'étroitesse d'esprit de ceux-là. Nos principes sont en effet aussi éloignés de la xénophobie des premiers qu'ils sont proches de l'humanité que nous reconnaissons derrière la jobardise des seconds.

5 Kuga, on le voit, n'avait rien de plus pressé que de se séparer radicalement du chauvinisme réactionnaire. Si cela l'amène à retracer l'histoire du nationalisme européen moderne, c'est afin d'expliquer en quoi il s'agit d'une idéologie progressiste et comment elle mit à bas le système féodal pour mener à bien l'unification nationale.

> Notre nationalisme est né d'une réaction contre l'occidentalisation, comme ces nationalismes *[les mouvements nationaux européens – n.d. Maruyama]* naquirent d'une réaction contre l'oppression française.

6 Ainsi situa-t-il toujours son action dans la perspective d'une histoire mondiale. Il avait parfaitement compris la théorie historique suivant laquelle démocratie et nationalisme étaient nécessairement associés chez les peuples[11] qui n'avaient pas été parmi les premiers à se développer, et dont le mouvement de modernisation passait autant par la conquête de l'indépendance vis-à-vis des puissances étrangères que par l'établissement de la liberté dans la nation même.

> Le gouvernement national *(national politics [n.d. Kuga])* signifie l'indépendance nationale vis-à-vis de l'extérieur et l'unification nationale à l'intérieur. L'unité nationale signifie que ce qui appartient fondamentalement à la nation doit lui revenir. [...] À cet égard, le gouvernement national doit donc être compris comme ce que l'on appelle ordinairement « le gouvernement suivant l'opinion publique » (*yoron seiji* 世論政治). [...] En ce qui concerne la politique intérieure, notre premier principe est ainsi de confier les tâches nationales à la nation tout entière.

7 Ardent à réclamer une modernisation du système politique impliquant organes de représentation, responsabilité du gouvernement et extension du droit de vote, il est sur ces points en parfait accord avec les défenseurs des droits du peuple. Mais alors que beaucoup d'entre eux voient dans un tel système la simple reconnaissance d'un droit naturel abstrait, Kuga l'entendra toujours comme l'achèvement de l'unité nationale japonaise, et ses interventions ne s'éloigneront jamais de cette perspective historique concrète. L'État moderne devait se construire au Japon tout en résistant à la pression internationale. C'est pourquoi Kuga refusa toujours de voir autre chose qu'une phraséologie dans les discours de ceux qui défendaient exclusivement une liberté s'aliénant de l'État. Et c'est sur ce point qu'il fut le plus en désaccord avec les autres démocrates de son temps.

8 On peut dire que c'est par cette conscience historique que Kuga et le groupe de la revue *Nihonjin* surpassaient largement bien des défenseurs des droits du peuple. Ces derniers, comme on sait, étaient également souverainistes[12], ce qui les amena à faire front commun avec les nipponistes dans le mouvement d'opposition aux projets conçus par Inoue Kaoru puis Ōkuma Shigenobu pour la révision des traités inégaux[13]. Mais beaucoup n'avaient pas réfléchi à ce qui pouvait lier leur théorie des droits naturels et leurs positions souverainistes. L'irréflexion tourna même à la contradiction après l'ouverture de la Diète, lorsque les partis réclamèrent d'un côté des allègements fiscaux, de l'autre un renforcement militaire. Idéologiquement, les partis étaient donc depuis longtemps préparés à s'entendre avec le gouvernement des clans. À cet égard, la position de Kuga et des nipponistes était infiniment plus cohérente, par sa recherche du juste équilibre sur lequel pourrait se développer l'État japonais, entre facteurs de dispersion (le libéralisme) et de cohésion (le pouvoir d'État), la Maison impériale devant être le point focal de la cohésion. Que la monarchie constitutionnelle soit le meilleur régime [pour le Japon – N.D.T.], c'est la conclusion à laquelle arrivait Kuga au terme d'un raisonnement qui n'est pas sans évoquer la dialectique hégélienne.

9 C'est pourquoi il demandait « que l'État, la Maison impériale, le Gouvernement, le Parlement soient nationaux en droit et en fait[14] ». Il faut en particulier que la Maison impériale ne puisse être à un clan ou à une classe, « qu'elle repose au-dessus de toute la société du peuple (*shumin shakai* 集民社会) et soit en contact avec elle, qu'il y ait le moins possible d'obstacles entre les deux[15] ».

10 Que sa conception du nationalisme, déterminée qu'elle était par la situation concrète du Japon, notamment par l'environnement international, n'ait pas atteint à une modernité plus radicale, cela est compréhensible. Aux passages que nous venons de

citer, on peut cependant juger combien le « nipponisme » de Kuga était plus riche, par son universalisme, et plus sainement progressiste que celui que nous avons connu ensuite. Une série d'éditoriaux de janvier 1890, par exemple, nous révèle quelle profonde compréhension il avait du libéralisme. Contre ceux qui ne voulaient y voir qu'un produit intellectuel d'importation :

> Ah ! Libéralisme ! N'est-ce pas avec le réveil de l'âme japonaise que tu t'es levé dans notre Empire !
> La grande transformation que fut la Restauration de Meiji n'a pas seulement abattu le système féodal et restauré la monarchie, elle a également fait sortir le peuple japonais d'un système despotique et oppressif pour lui donner la liberté. On peut donc dire que la Restauration fut l'avènement du libéralisme au Japon[16].

11 Montrant que le libéralisme avait été au Japon le résultat d'une nécessité interne, il s'employait à réfuter l'assimilation hâtive du libéralisme au système républicain, et son corollaire, l'idée suivant laquelle le libéralisme serait incompatible avec l'État japonais. Il s'opposait ainsi à l'erreur d'une interprétation réactionnaire en même temps qu'au gouvernement des clans, qui tâchait d'inspirer la peur du Mouvement pour la liberté à des masses encore peu éveillées politiquement. Kuga voua toutes ses forces à défendre le libéralisme, à l'expliquer et le faire comprendre de la manière la plus approfondie. « Qu'on ne haïsse point le libéralisme, voilà ce que j'espère ardemment. » Il n'était pourtant pas aveugle à ses limites historiques. Certes, le libéralisme « mit à bas les murailles, il combla les fossés dont s'entouraient toutes les féodalités, il ouvrit grand la voie aux talents et aux capacités ». Mais si « la liberté fut sœur de l'égalité » dans la destruction du système féodal, elle s'en éloigna ensuite pour engendrer « de nouvelles castes », « une nouvelle aristocratie », « de nouveaux privilèges »[17]. Kuga ne manque pas de dévoiler cette contradiction. Autrement dit, se refusant à un éloge aveugle du libéralisme, il en prône une assimilation critique. Comparez avec l'antilibéralisme hystérique des nipponistes que nous avons connus ces dernières années !

12 S'il évoque les limites du libéralisme, Kuga se rebelle par ailleurs contre « l'absolutisme » ou le nationalisme bureaucratique (*kanryōteki na kokka shugi* 官僚的な国家主義). Il saisit toute occasion de marquer avec fougue en quoi son nationalisme s'en distingue.

> Nous ne détestons rien tant que l'aberration de ces extrémistes qui réclament inconsciemment que l'on accroisse le pouvoir souverain et qui oppriment toute force politique appuyée sur une initiative ou une énergie populaire[18].

13 C'est toujours sur le peuple que se fonde la politique :

> C'est dans le peuple que la politique prend sa source, non parmi les politiciens. [...]
> Le peuple est l'eau sur laquelle flottent les bateaux des politiciens. L'eau peut porter les bateaux comme elle peut les engloutir. Les politiciens ne doivent agir qu'en connaissance de son courant.

14 Ainsi se bat-il contre le mépris dans lequel factions claniques et militaires tiennent le peuple. Il avait compris que :

> Lorsque *[le peuple]* s'assemble et s'unit, le politicien le plus féroce, le gouvernement le plus fort devient impuissant à le soumettre[19].

15 Un gouvernement despotique n'étant jamais qu'un « éclat éphémère », Kuga préfère s'appuyer sur le principe selon lequel :

> On ne saurait espérer voir grandir le prestige d'un État, aujourd'hui non plus qu'hier, sans que ne se développent les capacités de chacun de ceux qui en font partie[20].

16 D'où il conclut :

> À quelque puissance, à quelque richesse que paraisse atteindre un État, l'humanité nous empêchera de dire que son régime est juste si nombre de ses habitants ne connaissent pas un sort plus enviable que celui des bêtes de somme[21].

17 Tandis que dans l'état d'urgence créé par la Guerre sino-japonaise, les partis des droits du peuple ou le démocrate Tokutomi Sohō se laissaient aspirer vers le discours souverainiste des oligarques, c'est bien sa fidélité à de tels principes qui permit à Kuga de refuser jusqu'au bout d'identifier sa doctrine à ce « nationalisme des clans » (*hanbatsu-tō no kokka shugi* 藩閥等の国家主義), dont il disait que « le principe est d'intervenir pour protéger les intérêts des militaires, des bureaucrates, des aristocrates et des grands bourgeois ». Voilà pourquoi il employa toujours *kokumin shigi* et non *kokka shugi*[22] pour parler de son nipponisme, qu'il définissait comme « parti de la nation » *(kokuminron-ha)*.

Kuga critique de son temps

18 En effet, toutes les critiques que Kuga formula sur la politique et de la société de son temps, il les conçut depuis cette position fondamentale, depuis ce « parti de la nation » dont nous venons de parler. Ce qu'il y a d'admirable chez Kuga, c'est bien son attachement indéfectible à ces principes. Sur quelque sujet que ce soit, on le voit tirer ses conclusions à partir de principes, et sans qu'il y entre le moindre calcul de circonstance.

19 Dans ses positions théoriques, Kuga n'était pas plus radical que les hommes du « Mouvement pour la liberté ». Comparé à ces derniers, il était même plutôt conservateur. Mais il faut prendre garde que l'on ne peut définir quelqu'un comme progressiste ou réactionnaire simplement à partir de ses déclarations, à partir des mots dont il se sert. Il importe au moins autant d'examiner dans quelle mesure son action est fidèle aux positions qu'il exprime.

20 Sans doute les hommes du « Mouvement pour la liberté » furent-ils souvent plus hardis en paroles que ne l'était Kuga. Pourtant, cela ne les empêcha pas de mettre un beau jour leur main, comme si de rien n'était, dans la main de ces politiciens des clans qu'ils avaient jusqu'alors traités en ennemis jurés. Kuga, au contraire, dans les critiques qu'il exprimait au sujet de problèmes concrets, ne se départit jamais du progressisme qui était celui de ses positions théoriques. La détermination avec laquelle *Nihon* s'opposa aux cabinets successifs que formèrent les clans – cabinets Itō, Kuroda, Yamagata, Matsukata, Katsura, etc. – se voit assez bien au fait que *Nihon* fut suspendu trente et une fois entre 1889 et 1905[23], pour un total de 233 jours, parfois pendant de longues périodes, comme en août 1889 (quinze jours) ou en avril et mai 1891 (vingt-trois jours).

21 C'est entre la fin de 1893 et le début de 1894, lors de la dernière crise liée à la révision des traités inégaux, que la répression fut la plus intense. Attaqué par *Nihon*, le deuxième cabinet Itō [août 1892-septembre 1896] suspendit le journal du 4 au 6 décembre, du 27 décembre au 2 janvier, du 5 au 14 janvier, du 10 au 14 février, soit vingt-cinq jours en deux mois. On imagine aisément les problèmes de gestion qui devaient en résulter, ce qui montre assez que le profit n'a jamais été la raison d'être de *Nihon*. Quand un projet de réforme des lois sur la presse fut présenté à la dixième session de la Diète [25 décembre 1896-24 mars 1897], *Nihon* se montra d'autant plus

ardent qu'il avait subi plus durement les atteintes à la liberté d'expression. Il réclama et finit par obtenir la suppression complète des interdictions temporaires[24].

22 S'il ne peut être question ici d'évoquer un à un tous les sujets sur lesquels Kuga intervint et les positions qu'il prit en chacune de ces occasions, je voudrais néanmoins en donner un ou deux exemples représentatifs. On pourrait penser que le désir d'accroître la puissance nationale (*kokken-ron* 国権論) se traduisait nécessairement par un appel au renforcement militaire. Kuga ne fut pourtant pas de ceux qui le réclamaient inconsciemment. Peu après la Guerre sino-japonaise, le cabinet Itō s'allia au Parti de la liberté[25] et, sous le doux mot d'ordre « gérer l'après-guerre », fit inscrire au budget des dépenses militaires colossales. La réaction de Kuga fut sans équivoque :

> Dire que la guerre est le seul moyen d'accroître la puissance d'un pays, c'est parler au mépris de la civilisation de ce siècle. [...] Cette idée de la puissance nationale *(kokkenron)* est incompatible avec la nôtre[26].

23 Dans un éditorial intitulé « La déchéance de la liberté individuelle », il fustigea les partis qui, après avoir prêché le libéralisme, devenaient les bons chiens du gouvernement des clans et qui, au nom de cette « gestion de l'après-guerre », « allaient jusqu'à lui céder une part du pouvoir législatif » :

> Ils veulent maintenant préparer la guerre et chantent des hymnes à l'armement[27].

24 Kuga haïssait plus que tout la fatuité bornée de l'armée. En juillet 1892, les ministres de la Guerre et de la Marine ainsi que le haut commandement s'opposèrent au remaniement du premier cabinet Matsukata [mai 1891-août 1892], provoquant ainsi la démission de l'ensemble du cabinet. Aussitôt, avec l'énergie et le mordant qui le caractérisaient, Kuga s'employa à dénoncer les interventions de l'armée dans les affaires politiques :

> Que la corruption du gouvernement d'un pays est toujours causée par les intrusions des militaires, l'histoire du monde ne le montre que trop clairement et nul ne peut le nier. [...] Aujourd'hui, alors que les institutions séparent le civil et le militaire, l'intrusion des militaires dans le gouvernement n'est due qu'à leur avidité, qui ne leur inspire pas de prendre leurs responsabilités et démissionner. Telle est la raison de leurs graves abus. *Ils agissent depuis une position irresponsable, mais leurs actes sont lourds de conséquences. Ils emploient en coulisses des brutes ignorantes et se présentent en public comme des sauveurs héroïques. Qu'un homme intègre et droit soit nommé à un poste important, ils l'envient et le haïssent. Ils chargeront de l'intimider les vauriens qui sont à leur botte. Ah ! Ils sont les voyous de la politique*[28] !

25 On peut s'étonner de la lucidité avec laquelle Kuga prédisait ce que nous avons connu ces dernières années, le terrorisme militaire et l'espionnage politique. « Ils agissent depuis une position irresponsable, mais leurs actes sont lourds de conséquences » ! D'outre-tombe l'âme de Kuga semble tonner contre les accusés alignés dans le tribunal d'Ichigaya[29].

26 Kuga n'adapta donc jamais ses principes à telle ou telle revendication particulière. Au contraire, c'est toujours à la lumière de ses principes qu'il critiqua les partis, quels qu'ils fussent, ou bien le cours des événements. Il nous offre ainsi l'exemple d'un journaliste véritablement *indépendant*.

Les limites historiques de la pensée de Kuga

27 On ne saurait bien entendu fermer les yeux sur ce qui, par ailleurs, limite essentiellement et intrinsèquement la pensée de Kuga. En effet, quoiqu'il ne cesse de

présenter sa position comme sans rapport avec le conservatisme féodal, son souci de la particularité nationale, en réalité, l'a parfois conduit à défendre des choses qui n'étaient que des traditions féodales. Pour comprendre cette inconséquence, c'est d'abord sa conception de la nation qu'il faut interroger. S'il est légitime de voir dans « la nation » *(kokumin)* le fondement de l'État moderne, on peut reprocher à Kuga de ne pas avoir cherché à en préciser les déterminations historiques concrètes. Cette idée de « nation » qui fut à la base des révolutions bourgeoises et des États modernes n'est pas une manière vague de désigner simplement l'ensemble de ceux qui appartiennent à un État donné (les « Staatsangehörige »). Ce que ce terme désigne spécifiquement, c'est la couche sociale qui, de sa propre initiative, prend en charge l'État moderne : la couche dirigeante de l'Ancien Régime s'en trouve donc exclue par principe. Tel est le sens historique de la Révolution française, où l'on voit l'assemblée du tiers état, constituée par la négation des états généraux, se proclamer « Assemblée *nationale* », avant que le troisième article de la *Déclaration des droits de l'homme* ne pose le principe de souveraineté de la nation. L'idée de nation ne pourrait donc être qu'une absurdité si elle devait faire place au « monarque », à la « noblesse » et au « clergé ». Or voici ce qu'en dit Kuga :

> L'État moderne ne repose ni simplement sur la noblesse, ni simplement sur les individus, ni simplement sur le monarque. *Il repose sur la « nation », qui est le concours du peuple et du monarque*[30].

28 La nation n'est donc ici autre chose qu'une manière de désigner ensemble le monarque et le peuple, cela sans la moindre restriction concrète. Monarque, aristocrates, clans et grands négociants de l'Ancien régime se retrouvent donc tous et tels quels dans cette « nation ». Toutes les confusions, tous les compromis théoriques de Kuga tiennent ainsi à une conception supra-historique de la nation. « Confier les tâches nationales à la nation », « faire de la politique une chose nationale » : pour que ces propositions échappent à la tautologie, il aurait fallu en reconnaître le contenu historique concret. Consciemment ou non, Kuga ne voulut pas aller plus loin dans cette direction, et c'est aussi là, très précisément, que s'arrête sa modernité. C'est pourquoi il n'y a rien d'étonnant dans le fait que celui-là même qui prônait la suppression des intermédiaires entre le trône et le peuple, ait pu écrire également :

> Mais nous ne demandons pas l'abolition totale de l'aristocratie (*kizoku* 貴族), nous désirons seulement que l'on réduise le nombre de ceux qui n'ont de noble que le titre. Nous soutiendrons toujours cette aristocratie capable de guider la société et de diriger les forces nationales[31].

29 Ou encore :

> Un État fondé sur l'idée de nation respecte les droits du peuple sans les mettre en conflit avec le pouvoir souverain. *Il inclut la noblesse sans la mettre au-dessus du peuple*. C'est que l'idée de nation ne contient pas l'idée de noblesse, ni celle de peuple, ni celle de droits du peuple, ni celle de pouvoir monarchique. La grande idée qu'est la nation n'exclut pas non plus tout cela, car elle peut l'accommoder, le concilier et l'unifier[32].

30 Ici s'effacent la finesse et la combativité théoriques de Kuga, ici ne voit-on plus guère qu'une ouverture vers quelque mystique totalitaire.

31 Cette insuffisance n'est pas propre à Kuga. Elle caractérise l'ensemble du courant nipponiste des années 20 de l'ère Meiji [autour de 1890]. Lorsque l'opposition des diverses couches de la société à « l'occidentalisme » du gouvernement des clans et à ses projets de révision des traités inégaux se concentra autour du journal *Nihon* et de la

revue *Nihonjin*[33], il était naturel et même inévitable que le nipponisme devienne cette chose capable de couvrir les positions les plus diverses, non moins proche d'une quasi féodale doctrine du génie national *(kokusui)* que d'un nationalisme moderne. Tani Kanjō, Miura Gorō, Sugiura Jūgō, Asano Nagagotō, Inoue Enryō, Shimaji Mokurai, Torio Koyata : un coup d'œil à cette galerie de portraits suffit pour comprendre la diversité des milieux qui ont nourri le nipponisme[34]. À faire front commun contre le gouvernement depuis le temps de la Grande Alliance[35] avec des gens aussi divers que Sassa Tomofusa et Tōyama Mitsuru, à droite, ou Nakae Chōmin et Ōi Kentarō, à gauche, le groupe nipponiste s'est mêlé aussi bien à des souverainistes qu'à des défenseurs des droits du peuple[36]. Qu'une idéologie formée dans les ballottements d'un mouvement historique aussi large ne soit pas d'une seule pièce, quoi de plus naturel ? Les forces qui entrèrent dans le grand front commun d'opposition au gouvernement des clans étant issues de toutes les couches de la société qu'avait laissées dans l'ombre ou tenues à l'écart la vigoureuse accumulation primitive de capital réalisée sous l'égide de l'État pendant la deuxième décennie de Meiji [1877-1886], on peut voir dans le nipponisme un effet réel de la politique de modernisation *par le haut* (l'occidentalisme), c'est-à-dire un mouvement de rééquilibrage, à l'échelle nationale, après un développement spectaculaire, mais privilégiant systématiquement le centre au détriment des provinces, l'industrie au détriment de l'agriculture, le capital de l'État et de quelques grandes entreprises (le « gentlemen's business ») au détriment du secteur purement privé.

32 Cette situation historique explique tout ce qui donnait au nipponisme des années 20 de Meiji [1887-1896] son caractère de mouvement « venu du bas » – critique de l'étatisme bureaucratique, rejet du grand capitalisme, défense des libertés, appel à un développement s'appuyant sur les classes moyennes et sur les provinces, souci du sort des ouvriers (ainsi quand *Nihonjin* révéla la condition des mineurs de Takashima[37]) –, mais on peut aussi y voir l'évolution qui devait nécessairement conduire *à peu près* toutes les forces sociales résistant au processus de modernisation à rencontrer des courants progressistes et se mêler à eux[38]. Les trois tendances qui apparurent ensuite dans le nipponisme et divergèrent à partir de lui, réaction droitière, libéralisme et socialisme, furent simplement le résultat d'une différenciation sociale[39].

Conclusion

33 Le nipponisme de Kuga se voulait une synthèse du nationalisme et de la démocratie. Quelque insuffisance qu'on puisse lui trouver, sa vision de la modernisation du Japon est fondamentalement juste. Aux peuples que leur retard international expose à la colonisation ou à la semi-colonisation, il n'est pas d'autre issue que cette synthèse, que le Japon a malheureusement échoué à réaliser jusqu'à maintenant. Finalement absorbé dans la puissante domination du « nationalisme d'en haut » (*ue kara no kokka shugi* 上からの国家主義), du nationalisme étatique, le « nationalisme » (*kokumin shugi* 国民主義) représenté par Fukuzawa Yukichi puis Kuga Katsunan n'a jamais vraiment pris pied. C'est d'ailleurs pourquoi les mouvements venus d'en bas ont dû revêtir au Japon un caractère internationaliste, ou, plus exactement, cosmopolite. Aujourd'hui, alors que nous sommes libérés de la longue domination de l'ultranationalisme, un nationalisme bien compris doit s'associer à la révolution démocratique. Il nous faut reprendre et achever ce que Kuga avait entrepris sans le mener à bien. *Nihon* est né le jour où la

Constitution de Meiji fut promulguée. Quelques jours plus tard, Kuga écrivait dans son éditorial[40] :

> Du texte de la Constitution l'on ne doit pas s'empresser à conclure que ce qui est écrit va instantanément devenir réalité. Il est trop tôt pour se rasséréner. « Les droits, dit Jhering[41], ne poussent pas aussi facilement que les herbes folles. Leur naissance, comme celle des hommes, est toujours un accouchement violent et douloureux. » Si nous voulons exercer effectivement le droit de prendre part au gouvernement du pays, nous devrons pour cela traverser toutes sortes d'épreuves auxquelles il faut nous résoudre dès maintenant. [...] Ah ! Nation japonaise, prépare-toi, car les obstacles sont nombreux que nous aurons à vaincre pour accomplir cette grande tâche ! Nous aurons besoin de détermination et de patience, il nous faudra progresser pas après pas. Rien ne serait pire que d'oublier la Constitution après nous être enivrés à la fête de la Constitution !

34 Comment, aujourd'hui, ne pas acquiescer au moindre de ces mots ? Malgré l'avertissement de Kuga, l'on n'est pas parvenu à conserver en pratique le peu de liberté même qu'avait donné la Constitution de Meiji. Une Constitution réformée vient d'être promulguée, qui donne des droits à la nation. Pour que ces droits deviennent une réalité, pour atteindre par nous-mêmes à une liberté plus grande, nous aurons besoin d'une résolution sans faille, et les obstacles qu'il nous faudra vaincre seront autrement plus importants que ceux qui ont été rencontrés jusqu'à maintenant. Non, ce n'est pas le moment d'aller s'enivrer à la fête de la Constitution.

35 Dans un numéro de *Nihon* paru il y a cinquante-sept ans, mon regard a été arrêté par les contours du Japon, dont la carte apparaissait à l'arrière-plan des caractères formant le titre. On n'y voit que Honshū, Shikoku, Kyūshū et Hokkaidō... C'est très exactement de cette époque que le Japon s'apprête maintenant à repartir. Et n'est-ce pas justement d'un nouveau *Nihon* et d'un nouveau Kuga Katsunan dont nous avons aujourd'hui l'ardent espoir ?

NOTES

1. Miyake Setsurei, philosophe et éditorialiste, membre fondateur de la revue *Nihonjin* (1888), participa régulièrement à *Nihon* de 1889 à 1907. Tokutomi Sohō 徳富蘇峰 (1863-1957) créa la revue *Kokumin no tomo* 国民の友 en 1887 et le quotidien *Kokumin shinbun* 国民新聞 en 1890. Asahina Chisen 朝比奈知泉 (1862-1939) s'est fait connaître par ses articles pour *Kokumin no tomo*, mais a surtout travaillé dans des journaux proches du gouvernement (*Tōkyō nippō* 東京日報, lié à Yamagata Aritomo 山縣有朋, *Tōkyō nichi nichi shinbun* 東京日日新聞, dirigé par Itō Miyoji 伊東巳代治) à travers lesquels il polémiqua souvent avec Kuga. Ikebe Sanzan 池辺三山 (1864-1912) travailla à *Nihon* puis dans des journaux indépendants de tendance libérale (*Ōsaka Asahi* 大阪朝日, *Tōkyō Asahi* 東京朝日). Fukumoto Nichinan 福本日南 (1857-1921), journaliste et homme politique, fondateur de l'« Association de l'Orient » (Tōhō kyōkai 東方協会) au début des années 1890, fut l'un des proches collaborateurs de Kuga à *Nihon*. Yamaji Aizan 山路愛山 (1865-1917) fut l'un des principaux rédacteurs de *Kokumin no tomo* et du *Kokumin shinbun*.

2. Il semble que cette famille Kuga n'ait en réalité jamais existé. Katsunan, qui n'était dans sa famille que le cadet, l'aurait inventée afin de bénéficier du statut de chef de lignée, qui

permettait d'échapper à la conscription militaire ; MATSUDA Kōichirō 松田宏一郎, *Kuga Katsunan : jiyū ni kōron o daihyō-su* 陸羯南：自由に公論を代表す (Kuga Katsunan. Représenter librement l'opinion publique), Kyōto, Mineruva shobō, 2008, p. 18.

3. Hara Takashi 原敬 (1856-1921), diplomate, journaliste (directeur de l'*Ōsaka Mainichi shinbun* 大阪毎日新聞) et homme politique, fut Premier ministre de 1918 à 1921.

4. Kokubu Seigai 国分青厓 (1857-1944), auteur de poèmes en chinois et de chroniques satiriques pour *Nihon*. Sur Fukumoto, voir note 1.

5. Le « Journal officiel » (*Kanpō* 官報) commença de paraître le 2 juillet 1883. Le « bureau des Publications officielles » (Dajōkan bunsho-kyoku 太政官文書局) devint en 1885 le « bureau gouvernemental du Journal officiel » (Naikaku Kanpō-kyoku 内閣官報局).

6. Takahashi Kenzō 高橋健三 (1855-1898) quitta le bureau du Journal officiel en 1892 pour entrer à l'*Ōsaka Asahi shinbun*. Il joua un rôle important dans le mouvement qui aboutit à l'amendement de l'ordonnance sur la presse (*Shinbunshi jōrei* 新聞紙条令) en 1897 (voir *infra*, note 22). Il participa aussi à la création de *Kokka* 国華 (1889), revue consacrée aux arts nationaux.

7. Itō Kinsuke 伊藤欽亮 (1857-1928), ancien collaborateur de Fukuzawa Yukichi au *Jiji shinpō* 時事新報, donna une orientation chauviniste et populiste à *Nihon*. La plupart des rédacteurs, estimant l'esprit de Kuga trahi, quittèrent le journal quelques mois après son changement de propriétaire et se replièrent sur *Nihonjin*, rebaptisée *Nihon oyobi Nihonjin* 日本及び日本人 en janvier 1907. Déjà en difficulté au moment de son rachat par Itō, *Nihon* exista encore quelques années mais disparut en 1914. Ariyama Teruo 有山輝雄, *Kuga Katsunan*, Tōkyō, Yoshikawa kōbunkan, 2007, p. 265-275.

8. « Kinji seiron-kō » 近時政論考, publiée sous forme de livre en septembre 1891. Traduction en anglais de Barbara TETERS, "Thoughts on Recent Political Discourse", *Monumenta Nipponica*, no. 26-3, 1971, pp. 330-393.

9. Takekoshi Yosaburō 竹越与三郎 (1865-1950), journaliste, historien, puis homme politique, débuta au *Jiji shinpō* avant de devenir un des principaux rédacteurs du *Kokumin shinbun*. *Shin Nihon-shi* 新日本史, paru en 1891 et 1892, retrace l'histoire du Japon depuis la Restauration jusqu'à 1889. Sur Yamaji, voir *supra*, note 2. La période traitée par Yamaji dans *Gendai Nihon kyōkai-shi ron* 現代日本教会史論, publié en 1906, s'étend jusqu'à la seconde moitié des années 1890. Malgré son titre et la perspective chrétienne de l'auteur, à peu près tous les courants de pensée importants y sont abordés. Les deux ouvrages ont en commun de présenter la Restauration comme un grand moment d'éveil de la nation japonaise, tout en déplorant que son programme politique et social n'ait pas été réalisé.

10. *Kokuminron-ha* 国民論派. Kuga indique en marge la lecture *nashonarizumu* probablement pour suggérer à son lecteur que l'idée n'est pas en elle-même japonaise, et ainsi réfuter l'accusation de xénophobie.

11. *Minzoku* 民族, utilisé parfois dans la revue *Nihonjin*, désigne la nation en tant qu'unité culturelle, à laquelle manque éventuellement l'unité politique. Kuga ne semble pas l'avoir employé mais le terme était devenu courant à l'époque de Maruyama, au sens d'« ethnie » mais aussi pour parler des mouvements de libération nationale européens du XIX^e^ siècle. Ainsi, dans la citation précédente, Maruyama précise *minzoku shugi undō* 民族主義運動 quand Kuga écrit *kokuminron-ha*.

12. *Kokken kakuchō* 国権拡張 est toujours difficile à traduire puisqu'on se sert de ce terme pour parler tantôt des pouvoirs de l'État à l'intérieur, tantôt d'une politique extérieure qui peut consister aussi bien dans le recouvrement de la souveraineté ou d'une partie de celle-ci, que dans l'augmentation de l'influence exercée sur d'autres pays ou dans une expansion territoriale. De plus, il n'est pas rare que l'on désigne plusieurs de ces choses à la fois. Dans « Meiji kokka no shisō », Maruyama lui-même, opposant *minken* 民権 (les « droits du peuple ») à *kokken* 国権, ne tient pas vraiment compte du fait que *kokken* confond la souveraineté de l'État, essentiellement juridique, et la notion plus vague de puissance (militaire, territoriale, économique).

13. Inoue Kaoru 井上馨 (1835-1915), en 1887, puis Ōkuma Shigenobu 大隈重信 (1838-1922), en 1889, échouèrent dans la révision des traités inégaux à cause de l'opposition suscitée par les concessions qu'ils se disposaient à faire aux puissances (principalement l'introduction de magistrats étrangers dans les tribunaux japonais) en échange du recouvrement de la souveraineté juridique et douanière.

14. « Kokusei no yōgi » 国政の要義 (Le principe de l'administration nationale), *Nihon*, 30 novembre 1889.

15. *Ibid.*

16. « Jiyū shugi ikan » 自由主義如何 (Qu'est-ce que le libéralisme ?), *Nihon*, 15-20 janvier 1890.

17. *Ibid*.

18. « Kokuminteki no kannen » 国民的の観念 (l'Idée de national), *Nihon*, 12 février 1889.

19. « Undō suru mono wa jinmin nari » 運動するものは人民なり (le Mouvement vient du peuple), *Nihon*, 27 mars 1889.

20. « Nihon no rikken seitai » 日本の立憲政体 (le Régime constitutionnel du Japon), *Nihon*, 19 mars 1889.

21. *Ibid.*

22. Sur ces deux termes, voir *supra*, l'introduction du traducteur.

23. La possibilité d'interdire temporairement un journal – Maruyama y fait allusion plus loin – fut supprimée en mars 1897. Le décompte des jours de suspension porte donc en réalité sur la période 1889-1897. Kuga avait affiché les avis de suspension dans le salon de réception de *Nihon* et il en publia lui-même un récapitulatif dans *Nihon ;* « Shinbun teishi-ken no haitetsu » 新聞停止権の廃撤 (L'abolition du droit de suspendre les journaux), 21 mars 1897.

24. L'assouplissement de l'« ordonnance sur la presse » *(shinbunshi jōrei)* était réclamé depuis plusieurs années par de nombreux journaux. Le « Parti du progrès » (Shinpotō 進歩党) l'avait inscrit à son programme et en faisait une condition de son soutien au deuxième cabinet Matsukata (septembre 1896-janvier 1898). En octobre 1896, Kuga publia un article accusant plusieurs oligarques de détourner des fonds publics. Il s'agissait d'une provocation délibérée, au moyen de laquelle il voulait forcer Matsukata à tenir sa promesse. L'article valut à *Nihon* une suspension d'une semaine mais fournit le prétexte dont la presse libérale avait besoin pour déclencher une campagne de protestation. Voir James L. HUFFMAN, *Creating a Public. People and Press in Meiji Japan*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1997, p. 259 sqq. Sur les liens de Kuga avec Takahashi Kenzō, alors membre du cabinet Matsukata, et leur rôle dans cette affaire, voir Barbara TETERS, "Press Freedom and the 26th Century Affair in Meiji Japan", *Modern Asian Studies*, no. 6-3 (1972), pp. 337-351 ; et MATSUDA Kōichirō, *Kuga Katsunan : jiyū ni kōron..., op. cit.*, p. 215-225.

25. Une entente officieuse avait été conclue en 1892 mais elle n'avait pas été longtemps respectée, Itō recourant par deux fois à la dissolution de la Chambre basse. L'échec de cette stratégie l'avait contraint à renouer avec le parti d'Itagaki et à faire entrer celui-ci au gouvernement en avril 1896.

26. *Nihon*, 7 octobre 1896.

27. « Kojinteki jiyū no daraku » 国民的自由の堕落 (la Déchéance de la liberté individuelle), *Nihon*, 7 juillet 1897.

28. C'est Maruyama qui souligne, comme dans toutes les citations suivantes. « Bushin kansei-ron » 武臣管制論 (Sur l'intrusion des militaires dans la politique), *Nihon*, 30 juillet 1892. Un article similaire est paru dans la revue du Seikyōsha, « Bujin no seiji kanshō » 武人の政治干渉 (les Interventions des militaires dans la politique), Ajia I-47, 11 juillet 1892.

29. C'est-à-dire les accusés du procès de Tōkyō, dont la plupart étaient des militaires. Dans « Gunkoku shihaisha no seishin keitai » 軍国支配者の精神形態 (Profil psychologique des dirigeants de guerre), Maruyama analyse en détail le système d'irresponsabilité qui caractérisa selon lui le régime pendant les années de guerre.

30. « Kokuminteki no kannen » (l'Idée de national), *Nihon*, 12 février 1889.

31. *Nihon*, 30 novembre 1889.

32. *Nihon*, 21 février 1889.

33. Il est vrai que *Nihon* joua un rôle important dans la crise liée à la révision des traités inégaux en 1889, mais cela est beaucoup moins vrai de *Nihonjin*. Toutefois, l'ampleur de la contestation était due surtout à l'engagement des partis libéraux, en 1887, en 1889 ou à la veille de la guerre sino-japonaise. L'opposition n'avait pas attendu Kuga pour comprendre qu'elle mettait les oligarques en grande difficulté lorsqu'elle attaquait les concessions faites aux puissances.

34. Parmi les personnages que cite ici Maruyama, on trouve en effet les membres les plus conservateurs du Seikyōsha (Sugiura, Inoue, Shimaji), qui ne furent toutefois pas les plus importants dans l'histoire de la revue *Nihonjin*. Les autres (Tani, Miura, Asano, Torio) sont d'anciens militaires, conservateurs mais opposés aux deux grandes factions gouvernementales. Ils furent actifs surtout à la Chambre haute. Kuga bénéficia de leur soutien financier, en particulier celui de Tani Kanjō 谷干城 (1837-1911) ; ARIYAMA Teruo, *op. cit.*, p. 130-131.

35. Rassemblement de l'opposition tenté en 1887, qui n'inclut finalement que des éléments de l'ancien « Parti de la liberté » (dissous en 1884), cette « Grande Alliance » (*Daidō danketsu* 大同団結) exista jusqu'en mars 1889, l'entrée au gouvernement de son principal animateur, Gotō Shōjirō 後藤象二郎 (1838-1897) provoquant alors une scission.

36. Maruyama simplifie sans doute exagérément l'histoire des rapports du nipponisme avec les autres courants politiques. La proximité avec le courant nationaliste non libéral que représentaient Tōyama Mitsuru 頭山満 (1855-1944) et Sassa Tomofusa 佐々友房 (1845-1906) est restée épisodique. Voir SAKEDA Masatoshi 酒田正敏, *Kindai Nihon ni okeru taigaikō undō no kenkyū* 近代日本における対外硬運動の研究 (Recherches sur les mouvements pour l'intransigeance en politique extérieure dans le Japon moderne), Tōkyō, Tōkyō daigaku shuppankai, 1978. Les nipponistes se sont en revanche trouvés constamment aux côtés des libéraux, malgré leur méfiance envers les partis et malgré leur crainte de voir la vie politique se réduire à l'affrontement de ces derniers avec l'oligarchie. Ils n'eurent toutefois pas de liens particuliers avec l'aile gauche que représentaient Ōi Kentarō 大井憲太郎 (1843-1922) et Nakae Chōmin 中江兆民 (1847-1901).

37. En 1888, *Nihonjin* dénonça les conditions de travail dans les mines de charbon de Takashima (Kyūshū), où les mauvais traitements étaient courants et les accidents très fréquents. Sur le rôle du Seikyōsha dans cette affaire, voir SATŌ Yoshimaru, *op. cit.*, p. 93-114.

38. La formulation de Maruyama pourrait laisser croire à une diversité sociologique. Issus d'anciennes familles de guerriers, les nipponistes avaient pour la plupart étudié à l'Université ou reçu une formation équivalente. Le groupe des amis de Tani, quoique plus âgés, plus aisés et plus proches du pouvoir, représentait un milieu à peine différent.

39. La revue *Nihon oyobi Nihonjin* (voir *supra*, note 33) évolua dans un sens anti-libéral à partir du milieu des années 1920, notamment après que Miyake Setsurei eut été contraint de se retirer, en désaccord avec la majorité des autres rédacteurs. Matsumoto Sannosuke 松本三之介, « *Nihon oyobi Nihonjin* » 日本及び日本人 (La revue Japon et Japonais), *Bungaku* 24-4, 1956, p. 513-519. Malgré l'intérêt précoce du Seikyōsha pour les idées socialistes et une attention soutenue aux questions sociales que l'on voit aussi chez Kuga, malgré aussi la proximité de Sakai Toshihiko 堺利彦 (1870-1933) et Kōtoku Shūsui 幸徳秋水 (1871-1911) avec Miyake (voir SATŌ Yoshimaru, *op. cit.*, p. 152-168), il semble difficile de parler d'un rameau socialiste du nipponisme.

40. « Kenpō happu go ni okeru Nihon kokumin no kakugo » 憲法発布後における日本国民の覚悟 (La résolution des Japonais après la promulgation de la Constitution), *Nihon*, 15 février 1889. La Constitution avait été promulguée le 11 février.

41. Rudolf von Jhering (1818-1892), juriste allemand est notamment l'auteur de *Der Kampf ums Recht* (la Lutte pour le droit). Il affirmait, contrairement à ce qu'enseignait l'école de Savigny, que le droit n'évoluait pas spontanément ni sans difficulté, mais que son progrès résultait toujours d'une lutte. Paru en 1872, l'ouvrage fut rapidement traduit en de nombreuses langues.